

Publié le 2 février 2018

Algérie 1992-2002 : chronique des années de plomb

Au crépuscule du XX^e siècle, le gouvernement militaire algérien dut faire face à une guerre civile l'opposant à des forces islamiques disparates et violentes. Cette période, restée dans les mémoires comme une « décennie noire », ne trouva sa conclusion qu'en 2002. L'annonce de la béatification des martyrs d'Algérie vient en raviver le souvenir.

L'annonce de la signature par le pape François du décret de béatification des 19 martyrs d'Algérie, parmi lesquels les moines de Tibhirine et Mgr Pierre Claverie, ancien évêque d'Oran, assassinés en 1996, nous incite à nous replonger dans cette « décennie noire » traversée par l'Algérie entre 1992 et 2002, dont le martyre de nos frères n'a été qu'un tragique, mais hélas ! banal épisode. Cette décennie a été marquée par la mort de dizaines de milliers d'algériens – 60 000 à 150 000 selon les sources – victimes tant de la violence islamique que de la répression de l'armée.

La montée de l'islamisme et le coup d'État militaire

Comment les choses ont-elles commencé ? Au cours des années 1980, le modèle algérien issu de l'indépendance est gravement fragilisé. La manne pétrolière et gazière, qui représente 95 % des exportations et 60 % du budget de l'État, s'effondre en même temps que les cours de ces deux sources d'énergie (divisés par trois entre 1983 et 1990). Le régime de type socialiste se voit dès lors dans l'incapacité de subvenir aux besoins de la population, de surcroît en pleine explosion démographique : le chômage s'envole, les bidonvilles se multiplient. Enfin, le FLN, parti unique, et l'armée qui le soutient, apparaissent comme gravement corrompus. Une part de plus en plus importante de la population – notamment les plus jeunes et les plus pauvres – se tourne vers des idéologues islamistes. Des manifestations de colère, en octobre 1988, sont impitoyablement réprimées par le président Chadli Bendjedid. L'armée tire sur la foule, on relève plus de 500 morts.

Chadli sent qu'il faut réformer. Dès 1989, il propose une nouvelle constitution, qui met notamment fin au régime de parti unique. Résultat, une trentaine de partis de toutes tendances se constituent, dont un, le FIS (Front islamique du salut), qui récusé la démocratie et prône l'instauration de la charia, sort rapidement du lot. Il remporte les élections locales de 1990, et les municipalités qu'il gagne apparaissent vite comme des exemples de bonne gestion et d'honnêteté. Les pressions religieuses, en faveur du port du voile ou de l'interdiction de l'alcool, par exemple, passent d'autant mieux. La popularité du FIS

**La nouvelle constitution de 1989
conduit à l'émergence et la victoire
du Front Islamique du Salut**

augmente dangereusement, alors que les élections législatives de décembre 1991 approchent. Et un trop visible redécoupage électoral – l’opposition parle de «charcutage» – ne fait que la renforcer. Dès le premier tour, sa victoire est assurée.

Pour l’éviter, l’armée se livre à un véritable coup d’État (en janvier 1992), obligeant le président Chadli à annoncer sa démission et le remplaçant par un Haut Comité de Sécurité sous son contrôle, dont la première décision est d’annoncer l’annulation des élections. Avant de confier sa direction à Mohamed Boudiaf, ancien héros de la guerre d’indépendance rappelé d’exil, et donc vierge de tout soupçon de corruption. L’état d’urgence est déclaré, et des milliers de membres du FIS sont jetés en prison. Nombre de ceux qui échappent à la rafle prennent alors le maquis, et les premières attaques de policiers et de militaires commencent.

Boudiaf déçoit rapidement ses mentors. Il peine à relever l’économie nationale et, surtout, il semble s’être intéressé de trop près à leur corruption : un officier de sa garde l’assassine en juin, sans que toute la lumière ait encore été faite sur les motivations de son acte.

L’escalade de la violence

La guérilla prend rapidement de l’ampleur et se radicalise, alimentée par les «Afghans», qui reviennent aussi glorieux qu’aguerris de leur djihad victorieux contre les Soviétiques. Mais elle est fragmentée entre plusieurs groupes qui se haïssent mutuellement : à la guerre de tous contre le régime se superpose la guerre de tous contre tous. Le MIA (Mouvement islamique armé) est surtout présent dans les montagnes du Nord du pays ; on le soupçonne rapidement d’être infiltré par le DRS (les services secrets de l’Armée), qui cherche par ses violences à discréditer l’islamisme, mais aussi à se débarrasser de certains intellectuels gênants pour le régime. Le MEI (Mouvement pour un État islamique) dénonce certains excès du précédent, ainsi que sa probable infiltration. Le GIA (Groupe islamique armé) est pour sa part actif dans les grandes villes, principalement l’agglomération algéroise.

Ces groupes se livrent à une surenchère dans la violence, la palme revenant cependant au dernier qui, au-delà des soutiens du régime, l’étend en 1993 aux civils qui n’acceptent pas la loi islamique et à tous les étrangers présents sur le territoire, à qui il lance un ultimatum pour qu’ils le quittent.

Présent à cette époque en Algérie pour des raisons professionnelles – participation à des audits de banque commandités par le gouvernement afin de moderniser la finance du pays – je me souviens bien de la panique qui s’était emparée de notre équipe, de sa ruée vers un aéroport dépassé par les événements. Embarqué avec un billet pour Lyon, j’avais atterri à Genève !

En août 1996, le GIA décrète l’instauration d’un califat, et son chef du moment (le *turn-over* des dirigeants est important, tant leur espérance de vie est brève), Chérif Gouzmi, se proclamant «commandeur des croyants». Face à lui, le MEI, le MIA et les réseaux du FIS s’unissent dans une AIS, Armée islamique du Salut, qui condamne ses excès.

Répression et radicalisation

La répression mobilise des effectifs de plus en plus importants. Aux 140 000 hommes de l’armée initialement engagés, inefficaces et affaiblis par les désertions, s’ajoutent désormais la gendarmerie

et la police, ainsi que des milices recrutées dans la population, plus de 500 000 hommes au total. Alors que, sous les auspices de la communauté Sant'Egidio, des pourparlers de paix (novembre 1994-janvier 1995) aboutissent à un accord entre plusieurs parties au conflit, l'armée en rejette l'application. Le général Liamine Zéroual, partisan de la manière forte contre les terroristes, est élu président de la République en novembre 1995, et fait promulguer une nouvelle constitution renforçant ses pouvoirs. Désormais, 20 % du budget de l'État est consacré à la guerre civile. En pure perte.

Car la lutte se radicalise toujours plus, le GIA se fragmentant en plusieurs groupuscules dirigés par de jeunes chefs fanatiques rivalisant dans l'horreur. En 1996 et 1997, des massacres de masse sont aveuglément commis, avec l'extermination de communautés villageoises entières, l'éventration de femmes enceintes ou encore des enfants découpés en morceaux... Le GIA les présente comme des

«offrandes à Dieu» – sans qu'on soit sûr que certains n'étaient pas des provocations du DRS ! Un ami, cinéaste algérien vivant en France depuis ces années, m'a assuré que les terres laissées par les morts et les survivants en fuite auraient permis de constituer des grands domaines agricoles au profit de proches de l'Armée... Que croire ?

Cette politique de massacres «aveugles» (?) de civils, en vertu du principe que «tous ceux qui ne sont pas avec nous sont des apostats qui méritent la mort», entraîne alors la scission du GSPC, Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Ainsi qu'une guerre encore plus totale entre le GIA et les autres groupes terroristes, qui craignent qu'on ne leur impute ces atrocités.

La pacification opérée par Bouteflika

Avouant implicitement l'échec de sa politique intransigeante, le général Zéroual démissionne (septembre 1998), et les élections présidentielles d'avril 1999 amènent au pouvoir Abdelaziz Bouteflika, ancien combattant de l'indépendance et partisan de la négociation avec les rebelles. Avec lui, tout va très vite changer dans une Algérie épuisée par sept années de guerre civile.

Bouteflika fait libérer ceux qui ne s'étaient coupables que d'actes mineurs, et «une loi de Concorde civile», approuvée par référendum, accorde l'amnistie à ceux qui se rendront, à condition qu'ils ne soient auteurs ni de meurtre, ni de viol. L' AIS, entièrement amnistiée, s'auto-dissout, tandis que le jusqu'au-boutiste GIA, décrédibilisé par ses violences, disloqué par les dissidences, ses chefs éliminés l'un après l'autre, est anéanti morceau par morceau au cours de l'année 2002. Il ne restera plus alors que quelques centaines de combattants du GSPC, repoussés vers le Sahara, où ils vont faire allégeance à Al-Qaïda et prendre le nom d'AQMI, Al-Qaïda au Maghreb islamique, ne se livrant plus qu'à des attentats sporadiques.

Le GIA se fragmente en plusieurs groupuscules dirigés par de jeunes chefs fanatiques rivalisant dans l'horreur

Les nouveaux martyrs, une semence de chrétiens ?

Nos frères chrétiens qui ont trouvé la mort au cours de cette décennie de tourmente, s'ils en ont été des victimes particulièrement médiatiques en Occident, n'ont certes représenté qu'une goutte dans l'océan de sang qui a coulé. Ils ont délibérément choisi de partager le sort de ce peuple au milieu duquel ils vivaient enfouis, persuadés que la vie qu'ils étaient prêts à donner serait, selon la parole même du Christ, sauvée (*cf.*

Mc 8, 35). «Le sang des martyrs est semence de chrétiens», écrivait Tertullien. Nos frères n'en demandaient peut-être pas tant, mais on ne peut s'empêcher de faire le lien entre le témoignage de leur sacrifice d'amour et les nombreuses conversions au christianisme aujourd'hui attestées en Algérie, au point d'inquiéter les autorités qui, dès 2006, ont légiféré à leur encontre.

Il est également difficile de ne pas se demander, à l'heure où l'on craint le retour des «djihadistes français» de Syrie et d'Irak, combien d'Algériens, impliqués dans les atrocités de ces «années de plomb», ont trouvé refuge dans notre pays, bienveillante et naïve «terre d'accueil», qui voit dans sa «laïcité» une infranchissable Ligne Maginot propre à lui éviter les horreurs qu'a connues l'Algérie. On peut espérer que ces loups ne soient, par «l'opération du saint-esprit» républicain, brutalement devenus des agneaux. On doit aussi prier pour cela. Et être sûr que cette violence, qui ne nous sera peut-être pas épargnée, portera à son tour du fruit, si nous savons la vivre avec la même foi que nos aînés, béatifiés.

Jean-François Chemain

Retrouvez cet article sur notre [site](http://srp-presse.fr) (srp-presse.fr)